

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Le changement c'est urgent...

- Politique -

Date de mise en ligne : mercredi 6 mars 2013

Démocratie & Socialisme

Les défis majeurs pour la France, à relever par notre gouvernement, ont été rappelés par le président de la République lors de sa conférence de presse du 13 novembre 2012 : le désendettement de notre pays, l'emploi et la compétitivité de l'économie, la réorientation de l'Europe.

Pendant la campagne présidentielle François Hollande et son entourage annonçaient qu'après un effort de **redressement des finances publiques** de 50 milliards d'euros sur 2 ans et un déficit alors ramené à 3% du PIB à la fin 2013, reviendrait à partir de 2014 le temps de la croissance et de la redistribution pour les couches moyennes et pour nos concitoyens les plus modestes.

Plus de 30 milliards d'euros ont ainsi été consacrés en 2013 à l'objectif de réduction du déficit budgétaire à 3% du PIB, un principe encore déclaré intangible par le président jusqu'au début de cette année. Comme en Italie, en Espagne ou au Portugal depuis 3 ans, va arriver à la France ce qui devait fatalement résulter de l'application d'une cure d'austérité trop brutale, ainsi que le reconnaît aujourd'hui même le FMI : à la fin de l'année notre déficit devrait être de 3,7 %, réduit de 0,7 % par rapport à 2012. Les coupes budgétaires trop violentes auront cassé la croissance à 0,1 % après qu'elle ait été décrétée au fil des mois à 1,5, 1,2 puis 0,8 %, et généré l'explosion du chômage dont la courbe ne pourra pas s'inverser à la fin de l'année. La récession devrait porter la dette à 93,5 % en 2013 alors qu'elle devait plafonner à 91 %. Des promesses majeures de François Hollande non tenues qui portent un coup sévère à sa crédibilité auprès de nos concitoyens, et la promesse aussi, plus sûre, de la rigueur maintenue en 2014 ; citons le président au salon de l'agriculture : « *En 2014, des économies devront être faites dans tous les budgets : de l'État, des collectivités locales, de la Sécurité sociale, pour que nous puissions continuer à réduire le déficit public conformément à nos engagements européens* ». À nouveau donc, en 2014, de lourdes coupes supplémentaires dans les dépenses publiques touchant les services du même nom, alors que 50 milliards d'euros étaient déjà prévus sur 5 ans, sans compter qu'il faudra aussi dégager 6 milliards supplémentaires pour compenser une diminution des rentrées fiscales par rapport à 2013.

Passons au second étage du redressement version gouvernementale, **l'emploi par la compétitivité des entreprises**.

▶ Revenons d'abord sur le pacte de compétitivité issu du rapport Gallois : 20 milliards d'euros de crédit d'impôt par an accordés aux entreprises à partir de 2015 (10 milliards déjà pour 2013 et 15 en 2014), en vue d'alléger de 6 % leur masse salariale jusqu'à 2,5 SMIC, pour toutes les entreprises des plus petites aux plus grosses. Et à cela, aucune contrepartie exigée, sinon l'entrée de représentants des salariés dans les CA ! Un pari insensé, celui d'une politique libérale de l'offre, qui va bénéficier d'abord aux secteurs de la grande distribution et du bâtiment, à salaires faibles et sans concurrence internationale. Un pari à 20 milliards d'euros annuels voué à l'échec comme celui de la baisse de la TVA à 5,5 % dans les métiers de la restauration qui a coûté 3 milliards par an au pays pendant 4 ans pour un retour d'emploi dérisoire. Avec 3 milliards annuels on pouvait embaucher 100 000 professeurs, infirmières, policiers ou agents des services publics. Alors imaginons ce que l'on aurait pu faire d'efficace avec 20 milliards par an...

Comme Sarkozy hier avec le bouclier fiscal auprès des plus fortunés, nous ferons dès 2014 des chèques aux entreprises bénéficiaires du CAC 40, à celles qui délocalisent, à Mittal qui liquide Florange, Florange que nous n'avons pas voulu sauver en investissant 1 milliard, alors que Pierre Moscovici vient de donner 2,585 milliards d'euros le 24 décembre pour sauver DEXIA !

Quant au financement du pacte de compétitivité, ce sera en particulier la hausse de la TVA de 19,6 à 20 % dès le 1er janvier 2014, l'impôt le plus injuste comme on dit (disait...) à gauche, parce qu'il touche d'abord les plus modestes, et pour moitié les économies budgétaires, dont la baisse prévue de 2 fois 1,5 milliard d'euros des dotations de l'État aux collectivités locales en 2014 et 2015 (ces mêmes collectivités qui sont pourtant au premier rang de l'investissement dans le pays), une baisse que même Sarkozy n'avait pas osé retenir !

▶

Oui il y aura les emplois d'avenir, 100 000 en 2013, 150 000 chaque année ensuite et les contrats de générations, 150 000 également dès 2013 et ce sont de bonnes mesures, mais il y aura aussi l'Accord national interprofessionnel (ANI) bientôt en débat à l'Assemblée pour une promulgation de la loi prévue dès mai 2013. Au-delà des louanges légitimes quant au renouveau du dialogue par la négociation entre partenaires sociaux, l'accord conclu entre le MEDEF et trois syndicats très minoritaires ne créera pas un emploi de plus ni un précaire de moins, bien au contraire. Côté nouveaux droits, de faibles avancées pour les salariés, mais de lourdes régressions sociales au bénéfice des employeurs avec le retour des accords compétitivité emplois de Sarkozy (« *travailler plus pour gagner moins* »), les licenciements collectifs facilités, la limitation des recours au juge civil, la mobilité par mutation imposée, et le licenciement pour motif personnel pour toute alternative... Comment peut-on imaginer que la minorité représentée par les syndicats signataires puisse se transformer en majorité politique par un vote des socialistes à l'assemblée, qui tourneraient le dos aux millions de salariés les ayant élus pour en finir avec la remise en cause du droit du travail par la droite ?

- ▶ Évoquons les menaces pesant sur l'avenir des retraites, nous ne manquerons pas d'y revenir dans les mois qui viennent : le Medef veut le recul de l'âge légal de départ de 62 à 64 ans, voire à 67 ans si l'on écoutait Madame Parisot ; le Medef veut désindexer les pensions des régimes de retraites complémentaires, Arrco pour les salariés, Agirc pour les cadres, et Jérôme Cahuzac n'attend que cela dit-il pour obtenir « par la concertation » bien sûr, la même chose des régimes de base... À suivre avec Marisol Touraine.

En fait, dans la détermination de la politique économique et sociale du gouvernement, il semble qu'aujourd'hui ce soit le MEDEF qui fixe le cap...

Quelques mots sur **la réorientation de l'Europe** : la proposition de budget retenue par le Conseil des chefs d'état européens pour les 7 années 2014-2020 s'élève à 960 milliards d'euros ; elle est très en retrait de la préconisation de la Commission européenne à 1033 milliards ; elle est en baisse historique par rapport au budget précédent de 994 milliards. Si la France a préservé sa dotation dans le cadre de la PAC, l'engagement N°12 de François Hollande est enterré : « *je défendrai un budget européen 2014-2020 au service des grands projets d'avenir. Je soutiendrai la création de nouveaux outils financiers pour lancer des programmes industriels innovants...* », puisque ce sont en réalité les grands projets d'infrastructures (transport, énergie, technologies de l'information...) qui ont fait les frais de la rigueur, balayant aussi les bonnes intentions du pacte de croissance « annexé » (nous sommes les seuls en France à le croire) au TSCG... En baissant ce budget les dirigeants de l'Union Européenne ajoutent l'austérité communautaire à celle qu'ils imposent aux États membres.

Aujourd'hui, alors que la spirale austérité-récession produit les effets désastreux que nous constatons en matière économique et sociale, il est grand temps de ne plus s'enfermer dans l'impasse de la réduction des dépenses publiques par une rigueur accrue pour toute perspective d'avenir. Le gouvernement doit sortir sans délai des concessions et du conformisme, des reculs et des faiblesses, parce que le reniement auprès de notre électorat serait pire que l'échec dans l'audace.

Il est urgent d'engager en France le tournant de la relance, par le soutien aux secteurs industriels stratégiques, par un grand plan d'investissements publics et par la hausse du pouvoir d'achat des salariés.

Il est urgent que le gouvernement s'engage vraiment dans la réorientation de la construction européenne, pour la croissance, en renversant la table à ce niveau décisif, car nous y sommes en réalité devenus inaudibles après notre résignation au TSCG Sarkozy-Merkel en juin 2012.

Alors, le changement ça doit être maintenant, avec un autre gouvernement s'il le faut, parce que, pour nous socialistes, le quinquennat se joue maintenant.